

RÉSEAU-DESC

**Rapport
Annuel**

2017

Réseau-DESC - Réseau international pour
les droits économiques, sociaux et culturels



LE RÉSEAU-DESC EXISTE GRACE À L'ACTION COLLECTIVE DES MEMBRES DE 75 PAYS, DÉTERMINÉS À CRÉER «UN MOUVEMENT MONDIAL POUR QUE LES DROITS DE L'HOMME ET LA JUSTICE SOCIALE DEVIENNENT UNE RÉALITÉ POUR TOUS».

Introductions stratégiques

Les droits humains naissent de chaque personne qui a de la dignité, la volonté de participer aux décisions qui affectent sa vie et l'espoir d'un bien-être matériel pour sa famille et sa communauté.

L'appauvrissement et la dépossession - en particulier dans un contexte d'abondance mondiale - sont un échec de notre système économique, amplifié par la superposition des inégalités et la concentration croissante du pouvoir et de la richesse. L'emprise des entreprises sur nos institutions gouvernementales et sur la prise de décisions mine l'intérêt public et la démocratie, ce qui entraîne parfois une plus grande répression tout en ne s'attaquant pas aux changements climatiques et aux autres défis mondiaux. Les droits humains offrent un cadre pour des revendications communes, renforcent la légitimité de nos luttes et, lorsqu'ils sont formalisés par la loi, fournissent des outils pour compléter la mobilisation populaire et un plaidoyer ciblé.

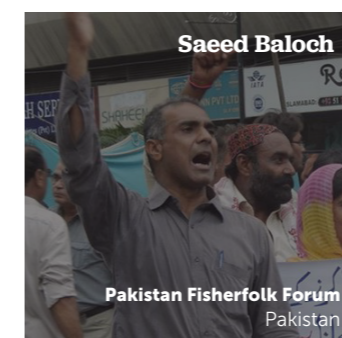
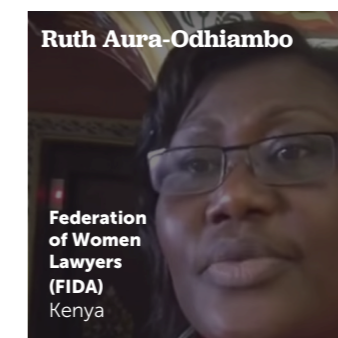
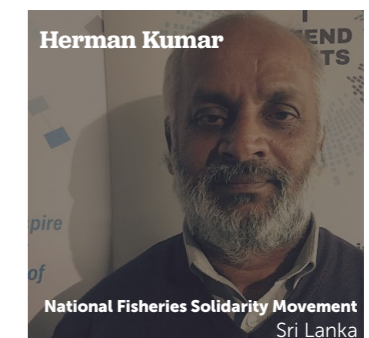
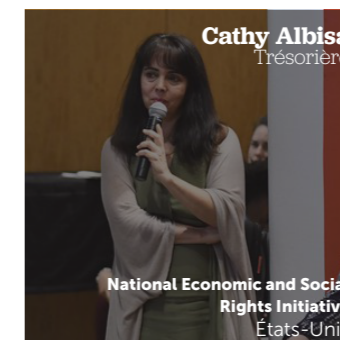
En soutenant la place centrale qu'occupent les mouvements sociaux et les communautés touchées, les membres du réseau DESC encouragent l'élaboration continue du cadre des droits humains pour faire face à l'évolution des conditions mondiales. Qu'il s'agisse de faire face aux impacts du changement climatique ou de conclure des accords économiques internationaux, les obligations des États en matière de droits humains ne s'arrêtent pas à leurs frontières. Les sociétés mères sont responsables des actions de leurs filiales, et l'influence indue des sociétés sur les institutions gouvernementales doit être vérifiée. En addition, La lutte contre l'importante inégalité que représente le travail non rémunéré ou sous-payé dans le domaine des soins de santé est au cœur du renforcement de la protection sociale et du travail. La terre a des valeurs sociales, culturelles et écologiques, et les communautés devraient jouer un rôle décisif dans la détermination de son utilisation sous la direction centrale de la population et des femmes leaders. Ces conceptions entrent souvent en conflit avec les principaux modèles de développement, mais il existe des possibilités de façonner le discours public à mesure que des groupes de plus en plus nombreux remettent en question les relations sociales existantes, renforcent la responsabilité pour les violations systémiques et élèvent les alternatives - souvent pratiquées depuis longtemps par des groupes autochtones ou émergeant de communautés pauvres et marginalisées.

Les membres ont travaillé main dans la main pour utiliser ces circonstances opportunes afin de faire progresser les droits humains et la justice sociale, en s'appuyant sur les résultats de leur réunion de Stratégie globale en novembre 2016. Les membres ont accordé la priorité aux nouveaux travaux collectifs sur la politique économique, le Réseau-DESC ayant embauché son premier coordonnateur de programme pour le Groupe de travail sur la politique économique. Un nouvel accent a été mis sur la communication stratégique, la diffusion et le rôle de la documentation communautaire. Le Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises a facilité une réunion stratégique interrégionale des mouvements sociaux et des organisations de la société civile pour faire face à l'emprise des entreprises, en commençant à identifier des modèles de réformes législatives et politiques et en travaillant à développer des outils pour les défenseurs. Le Groupe de travail sur les femmes et les DESC a réuni des échanges de dirigeantes syndicales de base, tout en facilitant le plaidoyer ciblé et les interventions juridiques. Les actions des groupes de travail transversaux pour faire face à la dépossession à grande échelle, s'appuyant sur les diverses forces des membres dans chaque région, ont renforcé la reconnaissance parmi les membres que « votre lutte est ma lutte ».

Le Réseau-DESC existe grâce à l'action collective de ses membres dans 75 pays, engagés à bâtir « un mouvement mondial pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes ». Cette coopération est rendue possible grâce aux contributions de nombreux partenaires et enrichie par un nombre croissant d'alliés. Si vous avez participé et soutenu ces efforts, nous vous en sommes reconnaissants ; si vous êtes nouveau au Réseau-DESC, vous êtes le bienvenu. Construire un monde auquel nous appartenons tous - un monde qui affirme notre dignité commune et garantit nos droits universels au bien-être et à la participation - dépendra de nous tous.

Sincèrement,

ESCR-Net Board



CE QUE NOUS FAISONS

Nos objectifs communs

Préconiser des alternatives communes par rapport au modèle socio-économique dominant, fondées sur une vision inclusive de la réalisation des droits humains et de la justice environnementale;

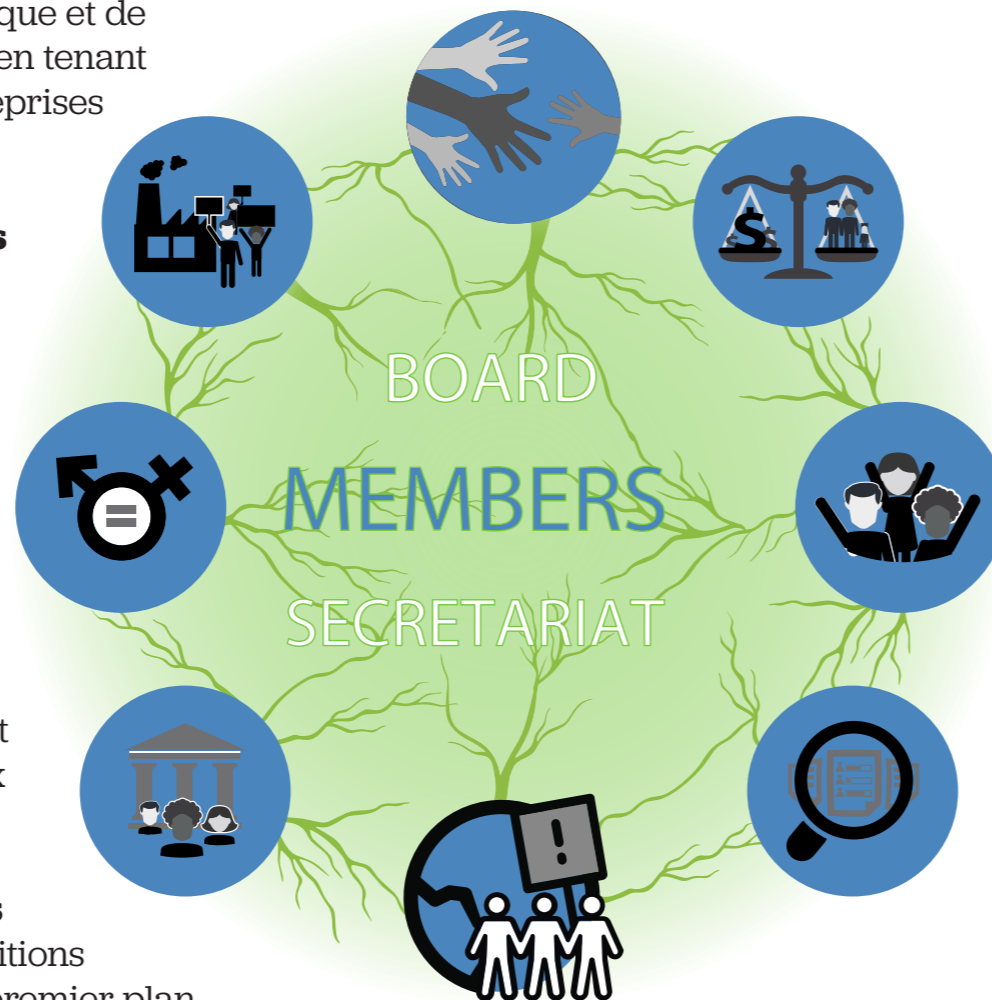
Mettre les DESC au centre des discussions, prises de décision, structures et pratiques publiques, en intensifiant les stratégies de recherche, de vulgarisation, d'intervention stratégique et de campagne transversales au réseau, en tenant compte des rôles des États, des entreprises et autres acteurs;

Obtenir justice pour les violations systémiques des DESC, visant une responsabilisation, un contrôle, des recours et une mise en œuvre efficaces au moyen d'approches participative;

Combattre la répression grandissante, en renforçant la crédibilité et les capacités des défenseurs des droits humains et en faisant le lien entre les représailles et les enjeux fondamentaux relatifs aux DESC;

Renforcer les liens entre diverses luttes, en mettant en cause les conditions mondiales communes et mettre au premier plan l'analyse et le leadership des mouvements sociaux; et

Mettre en pratique une approche intersectionnelle, mettant au premier plan l'analyse sexospécifique et guidée par les communautés qui font face à des formes d'oppression, d'exploitation et de dépossession qui se superposent.



Notre modèle de travail

Nos membres, c'est nous. Le Réseau-DESC est un réseau dirigé par ses membres. Ensemble, nous bâtissons une analyse commune, définissons des stratégies et entreprenons des actions collectives, principalement par le biais de **nos groupes de travail** : Femmes et DESC, Responsabilité des entreprises, Litige stratégique, Politique économique, Surveillance et Mouvements sociaux.

Les groupes de travail évaluent annuellement leurs progrès, revoient les objectifs et définissent les actions collectives à mettre en œuvre en priorité dans le cadre des plans de travail collectif. Le Réseau-DESC coordonne aussi un **système de solidarité (SOS)**, mobilisant le pouvoir collectif du Réseau pour répondre à des menaces imminentes faites aux défenseurs des droits humains. Le Réseau-DESC est guidé par un conseil qui est élu parmi et par les membres sur la base des principes de la diversité régionale, de l'égalité des genres et de l'inclusion des organisations communautaires de base. Le secrétariat s'efforce de faciliter les actions susmentionnées et le travail collectif des membres du Réseau-DESC.

La Charte commune pour la lutte collective a été confirmée par les membres du Réseau-DESC pendant leur Réunion de stratégie globale comme étant une analyse concertée des conditions communes qui contribuent à approfondir les inégalités et entraînent l'appauvrissement et la dépossession de communautés dans le monde entier. La Charte offre une vue d'ensemble des forces à l'œuvre dans le monde qui touchent les populations rurales et urbaines de l'hémisphère nord ainsi que de l'hémisphère sud. Elle contient également une nouvelle vision d'unification des luttes et présente en conclusion les premiers points de consensus liés aux revendications communes de justice qui pourraient servir de base à une campagne mondiale ou à des actions concertées correspondant à la mission du Réseau-DESC, qui est de « bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes ».

Le Groupe de travail sur les Femmes et les DESC fait progresser les droits des femmes en matière du logement, de la terre et des ressources naturelles et à l'intersection des femmes et du travail, tout en soutenant notre réseau élargi pour rendre opérationnelle une analyse et une approche intersectorielles en matière de genre.

Le Groupe de travail sur la Responsabilité des entreprises coordonne l'action collective et renforce la capacité de contester les cas emblématiques de l'abus des entreprises, tout en plaidant pour de nouvelles structures de responsabilisation et de recours. Le Groupe pratique le plaidoyer collectif, les campagnes et la recherche collaborative, le renforcement de membre à membre de la capacité et s'attaque activement à l'emprise des entreprises sur les institutions gouvernementales et la prise de décision.

Le Groupe de travail sur la Politique économique et les droits humains vise à développer une analyse critique du système économique mondial par le biais du cadre des droits humains, à faciliter un plaidoyer collectif afin de défier les structures et politiques injustes, et à promouvoir des modèles alternatifs de développement.

Le Groupe de travail sur la Surveillance construit des évidences persuasives pour le plaidoyer des DESC afin de s'assurer que les États et les autres acteurs agissent en accord avec leurs obligations en matière de droits humains. Il le fait en facilitant l'apprentissage mutuel et le partage des connaissances, en approfondissant l'analyse critique et en coordonnant l'action collective pour avancer les droits humains et en renforçant l'accent mis par l'ensemble du réseau sur la surveillance communautaire.

Le Groupe de travail sur le Litige stratégique vise à assurer la reddition de comptes pour les violations des DESC en renforçant l'accès à l'arbitrage et à des recours effectifs au sein des systèmes nationaux, régionaux et internationaux. Il vise aussi au développement de modèles contextualisés de mise en œuvre et cherche à rendre les ressources disponibles pour les défenseurs.

Le Groupe de travail sur les Mouvements sociaux et les organisations de base développe une solidarité, facilite l'apprentissage mutuel, approfondit une analyse commune et développe des alliances axées sur des défis et des problèmes d'intérêt commun, tout en promouvant la participation et le leadership de dirigeants des organisations dans toutes les zones de travail du réseau.

IMPACT

La charte commune renforcée par notre détermination La Charte commune pour la lutte collective, élaborée à l'origine par les mouvements sociaux de notre réseau, a guidé l'orientation des projets collectifs dans les groupes de travail.



Dans le cadre de son engagement à approfondir et populariser une analyse systémique des systèmes économiques, le Réseau-DESC a accueilli son **premier coordinateur dédié au Groupe de travail sur la politique économique.**



Après des années de **travail de documentation et de plaidoyer en la défaveur de la charte, POSCO a officiellement retiré sa proposition de créer un complexe minier sidérurgique à Odisha, en Inde** - un projet qui devait déplacer jusqu'à 20.000 personnes. La communauté demande toujours un projet de cessation totale face à des investissements potentiels de capitaux nationaux.



Social movements opposed the project for **12 years**

En 2017, les membres du Réseau-DESC ont continué à se mobiliser de manière proactive et à résister lorsque leurs communautés et la sécurité des défenseurs des droits humains étaient menacées.

Un militant égyptien a été libéré de prison, après que nous avons collectivement appelé le gouvernement à le libérer avec la participation des alliés



Le pouvoir de ce plaidoyer s'est répercuté sur les membres du Réseau-DESC au Nigeria et en Colombie, où les défenseurs des droits humains étaient en prise à des menaces similaires alors que les intérêts commerciaux gagnaient en influence indue dans leurs communautés.

De l'Afrique du Sud au Guatemala en passant par le Liberia et le Cambodge, nous avons facilité les contacts de membre à membre qui ont fourni une protection matérielle directe aux défenseurs des droits humains menacés.



Ces liens nous permettent de plaider en faveur de la protection des défenseurs des droits humains dans le traité contraignant sur les entreprises et les droits humains en cours d'élaboration par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Quand **le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de Nations Unies (CDESC)** rédigeait son Observation générale sur les activités commerciales, notre plaidoyer collectif contribuait à faire en sorte qu'il comprenne des dispositions sur les conflits d'intérêts et la lutte contre la corruption.



En amplifiant les défis uniques et disproportionnés auxquels les femmes et les filles sont confrontées lorsque les entreprises sont à l'origine de violations des droits humains, le groupe « **Feminists for a Binding Treaty** » - une coopérative dirigée principalement par des membres du Réseau-DESC - a exhorté le traité des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains à adopter une perspective féministe.

Le Réseau-DESC a contribué à amener l'analyse et le leadership des femmes locales à de multiples emplacements, favorisant la coordination et l'apprentissage entre les mouvements.

#Feminists4BindingTreaty
#StopCorporateAbuse



S'appuyant sur une solide analyse comparative entre les sexes, les membres du Réseau-DESC ont également contribué à l'élaboration d'une observation générale du CDESC sur la terre.



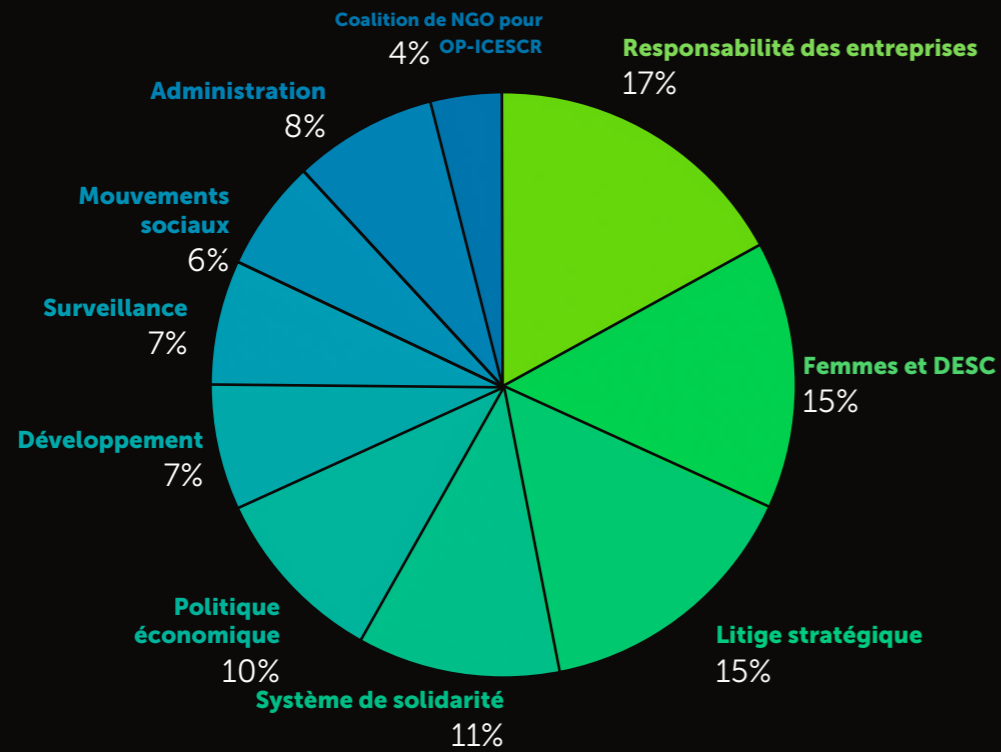
Un échantillon diversifié de membres et d'alliés du Réseau-DESC a de plus en plus identifié, mis en évidence et documenté les manifestations de l'emprise des entreprises.

Après que les membres du Réseau-DESC sont intervenus dans cette affaire en fournissant des données internationales et comparatives, le CDESC a affirmé que le droit à un logement convenable s'applique à toutes les personnes - y compris les locataires de logements publics et privés.



Collectivement et par le biais d'activités locales, le cadre de l'emprise des entreprises a révélé des points communs et facilité le plaidoyer international sur les entreprises et les droits humains, le changement climatique et le développement durable.

Le Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau-DESC) relie plus de 280 ONG, mouvements sociaux et activistes de plus de 75 pays afin de bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous.



Total des revenus \$1,265,463
Total des dépenses \$1,321,102



MERCI

Par le biais d'actions communes de plaidoyer, d'échanges stratégiques et de solidarité, les contributions des membres sont essentielles à l'impact collectif du Réseau-DESC. Le Réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont partagé des ressources financières permettant de renforcer et de soutenir notre réseau en 2017, notamment :



**FORD
FOUNDATION**

**WALLACE
GLOBAL FUND**
For a sustainable future



**SIGRID
RAUSING
TRUST**



**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**



PROTECT DEFENDERS.EU

**Construire «un
mouvement
mondial
pour que
les droits de
l'homme et la
justice sociale
deviennent une
réalité pour
tous»**

